

**N° DP 23/1157**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **23MAP24 - LOCATION D'UN MINIBUS 22 PLACES AFFECTE AU TRANSPORT PUBLIC DE PERSONNES POUR LE COMPTE DE LA METROPOLE TPM**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment les articles L.2113-2 et L.2113-4, relatifs au recours à la Centrale d'achat, et les articles R.2162-7 et R.2162-8 et R.2162-11 et R.2162-12, relatifs aux marchés subséquents,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'article 5 des statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la décision n° 15/88 du bureau communautaire en date du 16 février 2015, relative à l'adhésion de la Métropole à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.),

**VU** l'accord cadre N°2023-14-L2-10 « Accord-cadre relatif à la location de véhicules électriques et hydrogènes - lot n°2 Minibus électriques », a été notifié par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) à la société BE GREEN le 03/07/2023,

**CONSIDERANT** que le Code de la Commande Publique stipule qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :

- 1° L'acquisition de fournitures ou de services ;
- 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services (article L.2113-2),

**CONSIDERANT** qu'il dispose également que « L'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confié. » (article L.2113-4),

**CONSIDERANT** que la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) a été créée le 8 septembre 2011, association loi 1901, par des élus locaux et des techniciens de collectivités territoriales pour optimiser les achats en matière de transport public pour ses adhérents,

**CONSIDERANT** que par décision du Bureau Communautaire N° 15/88 en date du 16 février 2015, Toulon Provence Méditerranée a adhéré à la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P.), pour ses besoins d'acquisitions en matériel roulant et d'équipement en matière de Transports,

**CONSIDERANT** le besoin pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée de procéder à la location de minibus électrique,

**CONSIDERANT** que l'accord cadre N°2023-14-L2-10 « Accord-cadre relatif à la location de véhicules électriques et hydrogènes - lot n°2 Minibus électriques », a été notifié par la Centrale d'Achat du Transport Public (C.A.T.P) à la société BE GREEN le 03/07/2023, est adapté pour répondre à ce besoin,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour bénéficier des prestations de l'accord-cadre N°2023-14-L2-10, doit signer un engagement de commande et les conditions générales de vente avec la C.A.T.P, prévoyant la rémunération de la C.A.T.P. dans les conditions financières précisées à l'article 6.1 des Conditions Générales de Ventes,

**CONSIDERANT** que conformément à l'article 1.4 du Cahier des Clauses Administratives de l'accord-cadre N°2023-14-L2-10, l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an reconductible à compter de sa notification au titulaire, puis reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an,

**CONSIDERANT** que l'engagement de commande n°1 annexé à la présente décision représente un montant de 87 930,60 € HT, soit 105 516,72 € TTC, comprenant la part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** les conditions générales de vente relatives à la location d'un minibus 22 places affecté au transport public de personnes pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** l'engagement de commande n°1 avec la société BE GREEN Conseils sise 55 rue Tabuteau - 78530 Buc pour un montant total de de 87 930,60 € HT, soit 105 516,72 € TTC, comprenant la part de la rémunération de la Centrale d'Achat du Transport Public.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que ces actes lient les parties jusqu'à la réalisation de leurs obligations réciproques.

### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que l'accord-cadre est conclu pour une durée l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an reconductible à compter de sa notification au titulaire, puis reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an.

## **ARTICLE 5**

**DE SIGNER** toute autre commande afférente à l'exécution de cet accord-cadre, dans la limite d'un montant total cumulé des dépenses de 145 000 € HT, correspondant au montant total renseigné sur la fiche de lancement 2286LANC2023.

## **ARTICLE 6**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget annexe Transports 2023 (et suivant), Opération budgétaire 42205, Article 6135.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



**2023-14-L2-10**

## **Accord-cadre relatif à la location de véhicules électriques et hydrogènes - Lot 2 Minibus électriques**

### **ENGAGEMENT DE COMMANDE n°01**

#### **1. Identification de l'émetteur de l'engagement de commande**

**Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON  
24830054300217

Ci-après dénommé "le Bénéficiaire"

#### **2. Destinataire de l'engagement de commande**

**AGIR Transport sous la dénomination commerciale CATP**  
23 rue Daviel  
75013 PARIS  
Téléphone : 01.53.68.04.24  
Fax : 01.53.68.04.15  
SIRET : 539 537 886 000 35

#### **3. Identification du fournisseur**

**BE GREEN**  
55 rue Tabuteau  
78530 BUC  
SIRET: 524 199 650 00028

#### **4. Objet de l'engagement de commande**

Le Bénéficiaire s'engage à commander les prestations désignées ci-dessus, conformément aux dispositions des conditions générales de vente.

Le Bénéficiaire reconnaît avoir pris connaissance desdites conditions générales de vente prévues par l'ensemble des documents contractuels et les accepte sans réserve ainsi que les effets juridiques du présent Engagement de commande.

Description	Qte	PU HT	TVA	Total HT
location du véhicule pour 12 mois - Karsan Jest	12,00	6 737,15 € <i>unité</i>	20,00 % (16 169,16)	80 845,80 €
Frais de convoyage pour 701km à 800 km (*) - Karsan Jest	1,00	7 084,80 € <i>unité</i>	20,00 % (1 416,96)	7 084,80 €

**Montant HT: 87 930,60 €**  
**Montant TVA: 17 586,12 €**  
**Montant TTC: 105 516,72 €**

## 5. Délais de livraison / déploiement

Délai de location : 12 mois

Date de début de location (à compléter par le bénéficiaire):

Lieu de livraison (à compléter par le bénéficiaire):

## 6. Signature

Fait à :

le :

Signature:

**MERCI DE NOUS COMMUNIQUER VOTRE BON DE COMMANDE INTERNE ET / OU REFERENCE  
CHORUS**

**(Document indispensable à la notification de votre commande)**

**Coordonnées bancaires AGIR Transport sous la dénomination commerciale CATP :**

Banque : Le Crédit Lyonnais

RIB : 30002004950000006537P85

IBAN : FR2930002004950000006537P85

BIC : CRLYFRPP

**MS 2023-14 -L2-10**

## **Location de véhicules électriques et à hydrogène**

### **Conditions Générales de vente**

**Entre :**

**LA METROPOLE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
107 Boulevard Henri Fabre  
83041 Toulon  
SIRET : 248 300 543 00217  
Représenté par

*Ci-après dénommé **le « Bénéficiaire »***

**Agir Transport sous sa dénomination commerciale**  
**Centrale d'Achat du Transport Public**  
23 rue Daviel 75013 Paris  
SIRET 539 537 886 00035  
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Arnaud RABIER

*Ci-après dénommée **la « CATP »***

**Ensemble appelés « Les Parties »**

## **Préambule**

En 2011, la Centrale d'Achat du Transport Public dénommée ci-après la « CATP » a été créée sous la forme d'une association Loi 1901.

Les missions de la CATP sont, d'une part d'acquérir des fournitures ou des services pour les revendre à ses Bénéficiaires, d'autre part de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses Bénéficiaires.

Peuvent adhérer à la CATP les acheteurs publics soumis aux règles de la commande publique tels que, par exemple, les collectivités territoriales et leurs groupements, les établissements publics, les sociétés d'économie mixte ou les sociétés publiques locales.

Les acquisitions réalisées par la CATP pour le compte de ses Bénéficiaires et les marchés publics/accords-cadres passés par la CATP et destinés à ses Bénéficiaires sont en lien avec le transport.

Lorsqu'ils ont recours à la CATP pour leurs achats, les Bénéficiaires sont considérés comme ayant respecté les obligations de publicité et de mise en concurrence qui leur incombent, la CATP étant soumise, pour la totalité de ses achats, aux règles applicables aux marchés publics.

Dans le cadre de ses missions statutaires, la CATP a conclu, après mise en concurrence, un accord-cadre n°2023-14 ayant l'objet suivant : Location de véhicules électriques et à hydrogène.

L'acquisition de ces prestations est destinée aux Bénéficiaires de la CATP, en leur qualité de pouvoirs adjudicateurs.

L'accord-cadre a été décomposé en différents lots, correspondant chacun à un type de prestations. Chaque lot est attribué à un seul Titulaire.  
Afin de répondre aux besoins du Bénéficiaire, la CATP a consulté le Titulaire de l'accord-cadre.

**Les Parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :**

## **Article 1. Objet**

Les présentes CGV ont pour objet la location de véhicules électriques et à hydrogène destiné à La Métropole De Toulon Provence Méditerranée.

## **Article 2. Définitions**

Au sens de la convention :

- La CATP désigne l'acheteur-revendeur des Prestations ;
- Le Bénéficiaire désigne l'acquéreur des Prestations ;
- Le Titulaire désigne le fournisseur sélectionné par la CATP au terme d'une procédure de marché public pour fournir les Prestations objet des présentes CGV ;
- Le Marché désigne le contrat (accord-cadre ou marché subséquent) unissant la CATP au Titulaire et passé dans le cadre d'une procédure soumise au Code de la Commande Publique.

### **Article 3. Parties**

Les Parties à la présente convention sont la CATP et le Bénéficiaire.

### **Article 4. Pièces constitutives de la Convention**

Sauf dérogation expresse résultant d'un accord des Parties, sont applicables à la relation contractuelle entre le Bénéficiaire et la CATP, les présentes CGV ainsi que l'Engagement de commande du Bénéficiaire. Toute modification d'un des documents susvisés doit nécessiter l'accord de l'ensemble des parties.

Les pièces du Marché dans lesquelles sont contractualisées les conditions d'achat des Prestations de la part de la CATP auprès du Titulaire sont annexées à la présente convention à titre indicatif. Ces pièces peuvent être modifiées sans l'accord du Bénéficiaire. La CATP informe le Bénéficiaire de toute modification apportée à ces dernières.

### **Article 5. Entrée en vigueur et Durée**

Les présentes CGV s'appliquent à compter de leur notification jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

### **Article 6. Prix des prestations**

#### **6.1 Prix des prestations**

Les prix de facturation applicables sont ceux figurant sur l'engagement de commande.

Ils correspondent à ceux en vigueur dans le cadre du Marché unissant la CATP au Titulaire au moment de la réception de l'Engagement de commande du Bénéficiaire par la CATP auxquels la CATP applique le cas échéant une marge pour rémunérer son activité d'achat-revente.

### **Article 7. Caractéristiques techniques des prestations**

Les caractéristiques techniques applicables sont celles en vigueur dans le cadre du Marché unissant la CATP au Titulaire au moment de la réception de l'Engagement de commande du Bénéficiaire par la CATP.

### **Article 8. Émission des commandes**

#### **8.1 Signature d'un engagement de commande par le Bénéficiaire**

Les commandes ayant pour objet la location doivent faire l'objet d'un engagement de commande émis par le Bénéficiaire auprès de la CATP.

À cette fin, la CATP adresse au Bénéficiaire un projet d'engagement de commande comportant, au minimum, les mentions suivantes :

- Désignation exacte des Prestations objet de la commande ;
- Quantité souhaitée par le Bénéficiaire ;
- Durée de location ;
- Prix de la location des Prestations (en € HT et en € TTC, ainsi que le montant de la TVA).

A la réception du projet d'engagement de commande, le Bénéficiaire s'engage à vérifier que ledit projet correspond, en tous points, à sa demande.

Chaque engagement de commande doit être signé par une personne ayant la capacité d'engager la commande. A cet effet, les nom et fonction de cette personne doivent être indiqués à côté de sa signature.

Le Bénéficiaire renvoie à la CATP l'engagement de commande dûment signé par son représentant. Pour le bon suivi administratif du dossier, le Bénéficiaire joint également un exemplaire de bon de commande interne correspondant en quantité et en valeur à l'Engagement de commande signé. En cas de contradiction entre les deux documents, seul l'Engagement de commande fait foi.

La réception de chaque engagement de commande par la CATP constitue le point de départ de la passation d'une commande par cette dernière auprès du Titulaire.

#### **8.1.1 Effets juridiques de l'engagement de commande**

Le Bénéficiaire devient engagé par sa commande à compter du moment où l'engagement de commande est notifié à la CATP.

Il ne peut pas se rétracter en vue d'annuler sa commande sans engager sa responsabilité, dans les conditions de l'article 13.1 de la présente Convention.

La CATP s'engage quant à elle à exécuter la commande conformément à la présente Convention.

### **Article 9. Stockage des Prestations dans l'attente des opérations de vérification**

Lorsque les matériels sont stockés dans les locaux du Bénéficiaire, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

### **Article 10. Admission/réception des Prestations**

L'admission/réception est la constatation par le Bénéficiaire que les prestations livrées sont conformes aux stipulations convenues.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative précédant l'admission/réception des prestations ainsi que la décision d'admission/réception, d'ajournement et de rejet sont à la charge du Bénéficiaire.

Tout agent du Bénéficiaire est réputé habilité à effectuer les opérations de vérification, sauf si un responsable a été nommément désigné à cet effet sur l'Engagement ou le bon de commande.

#### **10.1 Admission/Réception**

Toute décision d'ajournement ou de rejet des Prestations d'Investissement doit être expresse et notifiée à la CATP dans un délai de 10 jour calendaire à compter de la date de livraison des Prestations.

L'admission/réception est acquise à la date de notification à la CATP de la décision y afférant. En l'absence de cette notification et sauf contestation du Bénéficiaire, la date d'admission/réception est acquise après 15 jours.

## **Article 11. Facturation et paiement des commandes**

11.1 Facturation et paiement des commandes portant sur les prestations de location

### **11.1.1 Facturation des prestations de location**

Le Titulaire facture les prestations à la CATP à compter de leur admission. Conformément à l'arrêté du 6 juin 2016 fixant la liste des dépenses dont le paiement peut intervenir avant service fait, la location fait l'objet d'une facturation trimestrielle avant service fait.

### **11.1.2 Délais de paiement des prestations de location**

Le paiement des prestations est effectué par le Bénéficiaire auprès de la CATP, par virement, dans un délai de 20 jours calendaire à compter de la réception de la facture.

## **Article 12. Retard de paiement**

Le dépassement des délais de paiement par le Bénéficiaire fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. En outre, le Bénéficiaire en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard de la CATP d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est de 40 euros par facture. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, la CATP peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Dans le cas où la CATP devrait verser au Titulaire les intérêts moratoires énoncés ci-dessus, cette somme serait automatiquement refacturée au Bénéficiaire.

## **Article 13. Responsabilités**

13.1 Responsabilité du Bénéficiaire

### **13.1.1 Responsabilité du Bénéficiaire dans le cadre des commandes portant sur les Prestations de location**

A compter de la notification de la présente Convention, le Bénéficiaire est tenu de s'acquitter des factures émises par le Titulaire conformément aux engagements pris.

Aucune rétractation du Bénéficiaire n'étant admise, en cas de non-paiement des factures, le Titulaire se réserve le droit de lui demander le paiement de l'intégralité du montant des factures et, le cas échéant, des dommages et intérêts.

### **13.2 Non-responsabilité de la CATP**

Le Bénéficiaire reconnaît et accepte formellement que la CATP ne peut être tenue responsable des préjudices indirects et/ou immatériels subis par lui ou tout autre tiers au titre de l'exécution de la présente convention. Cela inclut tout préjudice commercial, perte de clientèle, perte de commande, trouble commercial, perte de bénéfice, atteinte à l'image de marque, etc.

Le Bénéficiaire reconnaît devoir être son propre assureur pour ces préjudices ou avoir contracté les assurances appropriées.

## **Article 14. Pénalités**

Le Titulaire est responsable, vis à vis de la CATP, de tout retard ou de toute inexécution.

En tout état de cause, la CATP informe le Bénéficiaire, par écrit, de la nature et du montant de toute somme qu'elle peut solliciter du Titulaire, à titre de pénalité.

Toute pénalité que la CATP peut obtenir auprès du Titulaire est reversée directement au Bénéficiaire, à hauteur de 100 %, une fois les délais de recours du Titulaire expirés

Les pénalités pouvant être appliquées par la CATP au Titulaire sont décrites dans les pièces de l'accord-cadre.

## **Article 15. Assurance – Transfert des risques**

A compter de l'admission des prestations qui vaut démarrage de la location, il appartient au Bénéficiaire de souscrire les assurances nécessaires.

## **Article 16. Indépendance des clauses – Survivance des obligations**

Il est convenu que l'invalidité, l'inopposabilité, l'inefficacité ou l'impossibilité de mettre en œuvre une stipulation de la présente Convention n'affecte aucunement la validité, l'opposabilité, l'efficacité et la mise en œuvre de ses autres stipulations, qui continuent de trouver application.

Toutefois, les Parties négocient de bonne foi en vue du remplacement de la stipulation concernée par une stipulation valable, opposable, efficace et présentant autant que possible les mêmes effets que ceux qu'elles attendaient de la stipulation remplacée.

Le fait par l'une des Parties de ne pas exiger à un moment quelconque l'exécution stricte par l'autre Partie d'une disposition de la présente Convention n'est en aucun cas réputé constituer une renonciation quelle qu'elle soit à l'exécution de ce droit.

## **Article 17. Relations entre les parties**

Les Parties agissent en qualité de cocontractants indépendants, et aucune stipulation de la présente Convention dans quelque circonstance que ce soit, ne saurait être interprétée comme conférant à l'une des Parties la qualité de salarié ou franchisé de l'autre partie ou

créant un mandat, une société, une association ou une entreprise en nom collectif, entre les Parties.

## Article 18. Litiges

### 18.1 Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

### 18.2 Règlement amiable

La présente convention est conclue et exécutée de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation les éventuelles difficultés qui peuvent survenir lors de son exécution. En cas de litige entre les parties, celles-ci mettent tous leurs efforts en commun afin de résoudre ce litige à l'amiable. Dans le cas où les parties n'arrivent pas à trouver un accord, elles ont la possibilité d'avoir recours à la médiation.

Elles soumettent alors leur litige au Médiateur des relations interentreprises de Bercy. Le médiateur a pour mission de faciliter les négociations entre les Parties afin de les aider à trouver une solution à leur différend.

Sauf accord express des Parties, la durée de la médiation ne peut excéder 3 mois à compter de la saisine du médiateur.

Les coûts éventuels engendrés par le recours à la médiation sont pris en charge à égale part par chacune des Parties.

### 18.3 Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable ou en cas d'échec de la médiation dans un délai de 3 mois, éventuellement prolongé par accord express des Parties, à compter de la saisine du médiateur, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation ou les suites à donner à la convention, est porté devant les tribunaux de Paris par la Partie la plus diligente, même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Fait en trois exemplaires.

<p>A .....Le</p> <p><b>Pour le Bénéficiaire :</b></p> <p>Nom du représentant :</p> <p>Signature:</p>
--

A Paris, Le

**Pour la Centrale d'Achat du Transport Public**

Nom du représentant : Arnaud RABIER, **CENTRALE D'ACHAT**  
DU TRANSPORT PUBLIC

Signature :

23 rue Daviel - 75013 PARIS  
SIRET 539 537 886 00035  
TVA intracom. FR84 539 537886

**ACCORD-CADRE n°2023-14**

**Accord-cadre passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue par l'article L2124-2 et l'article R2124-2° du Code de la commande publique**

**Accord-cadre relatif à la location de véhicules électriques  
et hydrogènes**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

**Commun à tous les lots**

## SOMMAIRE

<b>PREAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1ER : CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.2 LIEUX D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>1.3 PROCÉDURE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>1.4 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>1.5 ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 – PARTIES A L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>6</b>
<b>4.1 ÉMISSION D'UN BON DE COMMANDE .....</b>	<b>6</b>
<b>4.2 DUREE ET DELAI DE LIVRAISON .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>6</b>
<b>5.1 CONDITIONS DE LIVRAISON DES VEHICULES.....</b>	<b>6</b>
<b>5.2 OBLIGATION DE RESULTAT .....</b>	<b>7</b>
<b>5.3 OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>7</b>
<b>5.4 OPERATIONS D'ADMISSION OU DE REJET DES VEHICULES.....</b>	<b>7</b>
<b>5.5 CONVOYAGE DES VEHICULES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 : MAINTENANCE VEHICULE .....</b>	<b>8</b>
<b>6.1 ENTRETIEN COURANT ET MAINTENANCE DES VEHICULES .....</b>	<b>8</b>
<b>6.2 PIECES DEFECTUEUSES .....</b>	<b>8</b>
<b>6.3 PIECES DETACHEES .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 7 PRIX ET PAIEMENT .....</b>	<b>8</b>
<b>7.1 PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>8</b>
<b><i>Contenu des prix .....</i></b>	<b>9</b>
<b><i>Remises exceptionnelles.....</i></b>	<b>9</b>

<b>ARTICLE 8 : REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 : MODALITES DE PAIEMENT.....</b>	<b>9</b>
<b>9.1 AVANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>9.2 ACOMPTES.....</b>	<b>10</b>
<b>9.3 RETARD DE PAIEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10 : PENALITES .....</b>	<b>10</b>
<b>10.1 PENALITES POUR RETARD .....</b>	<b>10</b>
<b>10.2 PENALITES POUR IMMOBILISATION DES VEHICULES LOUES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11 – CLAUSES DE REEXAMEN .....</b>	<b>11</b>
<b>11.1 CESSION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>11</b>
<b>11.2 MODIFICATION DE L'ENTREPRISE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>11</b>
<b>11.3 CERTIFICATS .....</b>	<b>12</b>
<b>11.4 ASSURANCES.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 12 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13 : COMMUNICATION ET PROMOTION DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 15 : OBLIGATION DE CONSEIL DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17 : DISPOSITIONS APPLICABLES.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 18 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG – FCS.....</b>	<b>14</b>

## **PREAMBULE**

Le présent accord-cadre est passé par la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), marque commerciale de l'association AGIR Transport.

Elle intervient en tant qu'« acheteur », au sens de l'article L. 2113-2 du Code de la Commande Publique (CCP).

La CATP a pour missions d'acquérir des fournitures ou des services, de passer des marchés publics ou de conclure des accords-cadres de travaux, fournitures ou de services destinés à ses Bénéficiaires, qui sont des acheteurs au sens des articles L. 1212-1 et suivants du CCP.

Les collectivités territoriales et leurs groupements, les établissements publics, les sociétés d'économie mixte ou les sociétés publiques locales qui le souhaitent, peuvent être Bénéficiaires de la CATP, en vue de satisfaire leurs besoins.

En tant que « Bénéficiaires », les acheteurs qui décident de recourir à cet accord-cadre sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence en application de l'article L. 2113-4 du CCP.

## **ARTICLE 1ER : CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la location de véhicules électriques et hydrogènes.

Cet accord-cadre est conclu par la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP), dans le cadre de son activité d'achat centralisée relative à l'acquisition de services destinés à des acheteurs, telle que prévue par l'article L2113-2.1° du Code de la commande publique.

La location de véhicules électriques et hydrogène est destinée aux adhérents de la CATP, en leur qualité de pouvoir adjudicateur, telle que définie à l'article L1211-1 du Code de la commande publique.

### **1.2 Lieux d'exécution de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est exécuté en France métropolitaine, dans les Départements et Régions d'Outre-Mer (DROM), les Collectivités d'Outre-Mer (COM), la Nouvelle-Calédonie.

### **1.3 Procédure de passation de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est passé par la CATP selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L2124-2 et l'article R2124-2° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure par l'émission des bons de commande en application des articles R.2162-7 et suivants du Code de la commande publique.

### **1.4 Durée de l'accord-cadre**

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification au Titulaire. Il est reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un an.

Il est prévu une période d'exclusivité d'une durée d'un an, reconductible deux fois un an. Durant cette période, le Titulaire retenu est le seul destinataire des demandes de location de

véhicules électriques. Par ailleurs, à la fin de la période d'exclusivité, la CATP se réserve la possibilité de relancer une consultation ayant le même objet et ainsi, de conclure un nouvel accord-cadre.

La durée maximale de l'accord-cadre ne peut pas excéder quatre ans.

Dans le cas d'une non-reconduction, deux mois avant l'échéance de l'accord-cadre, la CATP adresse au Titulaire sa décision de non-reconduction. Celui-ci ne peut s'y opposer et ne peut prétendre à aucune indemnisation.

### 1.5 Allotissement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est alloti de la manière suivante :

Numéro de lot	Intitulé du lot	Nombre de titulaire	Montant maximum HT sur la durée de l'accord-cadre
1	Location de minicars électriques	1	1 000 000€
2	Location de minibus électriques	1	2 000 000€
3	Location de midibus électriques	1	1 000 000€
4	Location bus électriques	1	1 000 000€
5	Location cars électriques	1	1 000 000€
6	Location de bus à hydrogène	1	5 000 000€
7	Location de minibus à hydrogène	1	4 000 000€

Chaque lot est indépendant des autres lots et **correspond à un accord-cadre mono-attributaire** passé sans minimum.

### ARTICLE 2 – PARTIES A L'ACCORD-CADRE

- La « CATP » est la personne morale chargée de la procédure de passation des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre.
- Le Fournisseur est la personne morale ou le groupement attributaire de l'accord-cadre, ci-après dénommé le « Titulaire ». En cas de groupement, le mandataire désigné dans la lettre de candidature (DC1) parmi ses membres, représente le groupement vis-à-vis

de la CATP et de chaque Adhérent de la CATP, lors de l'exécution de l'accord-cadre. Le mandataire coordonne leurs prestations pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement de l'accord-cadre
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et Financières ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par un arrêté du 30 mars 2021 ;

Chaque trimestre, le Titulaire a la possibilité de communiquer à la CATP les mises à jour de son parc. En aucun cas les prix du BPU ne peuvent être modifiés lors de ces évolutions.

Le CCAG-FCS, bien que non joint à l'accord-cadre, est réputé être connu du Titulaire.

En cas de contradiction entre leurs stipulations contractuelles, les pièces prévalent dans l'ordre de priorité dans lequel elles ont été énumérées ci-dessus.

### **ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

#### **4.1 Émission d'un bon de commande**

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du CCP.

Lors de la survenance d'un besoin d'un Adhérent en lien avec l'objet du lot de l'accord-cadre, la CATP procède à l'émission d'un bon de commande sur la base du BPU de l'accord-cadre qui est destiné à l'Adhérent.

Ainsi, chaque bon de commande correspond aux besoins d'un Adhérent de la CATP.

#### **4.2 Durée et délai de livraison**

La durée de location débute à compter de la date d'admission des véhicules.  
La date limite de livraison des véhicules est fixée au titre de chaque bon de commande.

### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

#### **5.1 Conditions de livraison des véhicules**

Le Titulaire tient le Bénéficiaire et la CATP informés de la livraison des véhicules, et ce conformément aux engagements pris par le Titulaire.

Le Titulaire fournit lors de la livraison, avec chaque véhicule et sans supplément de prix, une notice en langue française permettant l'utilisation et l'entretien du matériel, un carnet

d'entretien, la liste des distributeurs, agents et réparateurs agréés, qui peuvent assurer la garantie et/ou l'entretien et un numéro d'assistance.

## **5.2 Obligation de résultat**

Les prestations objet du présent accord-cadre doivent donner entière satisfaction qualitative, quantitative et de sécurité à la CATP et à ses Adhérents.

Si après la livraison et les opérations de vérification des prestations, une prestation ne donne pas satisfaction au regard des clauses contractuelles, le Titulaire en assure la mise en conformité à ses frais et sans débours supplémentaires pour l'Adhérent dans les plus brefs délais et en tout état de cause, dans le délai d'un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **5.3 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées sur le lieu de livraison par le Bénéficiaire, conformément aux stipulations des articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

Il entreprend les opérations de vérification nécessaires destinées à constater que les véhicules et les équipements présentent toutes les caractéristiques techniques prévues dans le marché, et qu'ils sont en parfait état de fonctionnement.

Le Titulaire doit informer le Bénéficiaire et la CATP, sans délai, de l'arrivée des véhicules chez l'adhérent.

## **5.4 Opérations d'admission ou de rejet des véhicules**

A l'issue des opérations de vérification, les véhicules font l'objet d'une décision d'admission ou de rejet du Bénéficiaire, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS. En tout état de cause le Bénéficiaire en cas d'admission du véhicule établit un état détaillé contradictoire de chaque véhicule. Si le véhicule présente des dégâts (rayures, chocs, etc.), il est indispensable de faire noter les dégâts constatés. Faute de quoi, la responsabilité en sera supportée au moment de la restitution du véhicule. Cet examen contradictoire est annexé à la décision d'admission ou de rejet.

L'adhérent peut prendre une décision de rejet motivée, notamment en cas de non-conformité des véhicules comme le prévoit le présent article. Cette décision ne peut être prise qu'après que le Titulaire a été mis à même de présenter ses observations dans un délai déterminé par l'Adhérent. A défaut de non-respect du délai par le Titulaire, la décision peut être prise. En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

En cas de rejet, des pénalités de retard peuvent être appliquées et le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire et sans indemnité conformément à l'article 12 du CCAP.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-FCS, s'agissant de la location de véhicules, l'admission des véhicules ne vaut pas transfert de propriété, ceux-ci restant la propriété du Titulaire durant toute la durée du marché.

## **5.5 Convoyage des véhicules**

Le convoyage des véhicules est effectué sous l'entière responsabilité du Titulaire, et à ses risques et périls, jusqu'à réception dans les locaux du Bénéficiaire, sauf dans le cas où celui-

ci déciderait lui-même d'assurer le convoyage en prenant possession des véhicules dans les locaux du Titulaire.

Le Titulaire s'engage au respect des normes homologuées en vigueur régissant sa profession.

Le Titulaire renonce par avance à tout recours contre l'Adhérent pour les dommages de quelque nature qu'ils soient qui pourraient atteindre les véhicules jusqu'à leur livraison.

## **ARTICLE 6 : MAINTENANCE VEHICULE**

### **6.1 Entretien courant et maintenance des véhicules**

Le Bénéficiaire veille à ce que les véhicules fassent régulièrement l'objet d'opérations d'entretien et de maintenance. Il s'occupe de la maintenance de niveau 1 et 2. L'entretien courant et la maintenance sont réalisés d'après les préconisations et les spécifications édictées par le Titulaire et communiquées au Bénéficiaire.

Le Titulaire s'occupe de la maintenance de niveau 3.

La maintenance de niveau 1 comprend : appoint de liquides, graissages divers, remplacement d'ampoules, vérifications d'usage, nettoyage et soin du véhicule.

La maintenance de niveau 2 comprend : entretien courant (pneumatiques, essuie-glaces...), contrôle technique, plan de maintenance selon préconisations constructeur.

La maintenance de niveau 3 comprend : opérations plus lourdes avec expertise technique nécessaire et connaissance du véhicule. Comme exemples d'interventions, la reconstruction ou la réparation d'un équipement ou la mise en conformité d'un équipement selon une nouvelle réglementation.

### **6.2 Pièces défectueuses**

Les pièces défectueuses remplacées par le Titulaire sont la propriété de ce dernier. Le Bénéficiaire ne saurait dès lors être tenue responsable pour les dommages dont elles seraient à l'origine.

### **6.3 Pièces détachées**

Le Titulaire garantit au Bénéficiaire la possibilité de se procurer les pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel pendant la durée du bon de commande.

## **ARTICLE 7 PRIX ET PAIEMENT**

### **7.1 Prix de l'accord-cadre**

Les prix figurant au BPU de l'accord-cadre sont des prix forfaitaires correspondant à la durée de location.

## **Contenu des prix**

Le Titulaire est réputé s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à l'établissement des prix du BPU ainsi que des conditions particulières liées à l'exécution du présent accord-cadre.

### **Commandes en France métropolitaine**

Les prix du BPU sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les Prestations, le cas échéant ; les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et/ou d'exécution des Prestations ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires à l'exception du transport jusqu'au lieu de livraison.

### **Commandes en dehors de la France métropolitaine**

Les prix du CCTP sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autre frappant obligatoirement les Prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, les droits de douane et taxes spécifiques ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations ne sont pas compris dans les prix renseignés au stade de l'accord-cadre. Ils font l'objet d'une facture séparée.

### **Remises exceptionnelles**

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, en cours d'exécution de l'accord-cadre, les prix du BPU peuvent faire l'objet d'une remise proposée par le Titulaire à condition que cette dernière conduise à des prix inférieurs à ceux résultant de l'application du BPU.

Dans ce cas, le Titulaire adresse les prix remisés par courrier ou par mail à la CATP. Les remises sont précisées dans le bon de commande émis au Titulaire et les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au(x) tarif(s) remisé(s).

Le Titulaire donne toutes précisions utiles, notamment la désignation des Prestations concernées, les conditions d'application et la durée de validité de la remise.

A l'expiration de la remise, les prix de l'accord-cadre sont ceux en vigueur avant l'offre remisée.

## **ARTICLE 8 : REVISION DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

Les prix sont fermes.

## **ARTICLE 9 : MODALITES DE PAIEMENT**

### **9.1 Avance**

La notification d'une commande au Titulaire lui ouvre droit au versement d'une avance égale à 5% du montant de la commande correspondante, à condition que son montant soit supérieur à 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à deux mois, conformément à l'article R. 2191-3 du CCP.

## 9.2 Acomptes

Les articles L. 2191-4 et R. 2191-20 et suivants du CCP relatifs aux acomptes sont applicables.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS le montant du règlement correspond au montant indiqué lors de la notification du bon de commande.

## 9.3 Retard de paiement

Le dépassement des délais de paiement fait courir des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En outre, il sera versé au Titulaire une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, dans le cas où les sommes dues sont payées après la date de règlement fixée.

## ARTICLE 10 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total du bon de commande

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées lors de l'exécution des marchés subséquents, quel qu'en soit le montant.

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 4.1 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard.

### 10.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard encourues sont applicables sans invitation du Titulaire de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Nonobstant l'application de pénalités, si le Titulaire n'est pas en mesure de livrer la totalité des véhicules, celui-ci s'engage à mettre à disposition de l'adhérent des véhicules de gamme équivalente remplaçant ceux qui n'ont pas été livrés à la date limite fixée au stade du marché subséquent. La mise à disposition des véhicules de remplacement est financièrement prise en charge par le Titulaire. Elle inclut toutes les charges inhérentes à la location d'un véhicule (assurances, fiscalité, etc).

$P = (V * R) / 1000$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur locative hors taxe mensuelle du véhicule ou des véhicules loué(s) par l'adhérent de la CATP

R = le nombre de jours de retard.

## 10.2 Pénalités pour immobilisation des véhicules loués

Une panne est considérée comme immobilisante lorsque le véhicule n'est pas en mesure d'effectuer son service régulier, ainsi un défaut de porte, par exemple, est considéré comme une panne immobilisante.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de l'Adhérent des véhicules remplaçant ceux qui seraient immobilisés au sens du présent article dans un délai de 4 jours à compter de la notification de l'immobilisation.

Lors de cette période d'immobilisation, sauf décision contraire de l'adhérent, la rémunération forfaitaire du Titulaire est décomptée au prorata de la période d'immobilisation. La mise à disposition des véhicules de remplacement est financièrement prise en charge par le Titulaire. Elle inclut toutes les charges inhérentes à la location d'un véhicule (assurances, fiscalité, etc).

## ARTICLE 11 – CLAUSES DE REEXAMEN

### 11.1 Cession de l'accord-cadre

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire envisage de le céder à un tiers, il doit communiquer à la CATP l'ensemble des éléments justificatifs motivant la cession, et ceux relatifs au repreneur.

La cession de l'accord-cadre peut notamment être envisagée en cas d'opération de restructuration (fusion, scission-absorption, cession d'actifs, transmission de patrimoine à un tiers...) ou d'apport de l'accord-cadre par son Titulaire à une société ou à un GIE.

Le nouveau Titulaire doit remplir les mêmes conditions (garanties professionnelles, techniques et financières) que celles fixées par la CATP lors de la mise en concurrence initiale.

Si ces conditions sont remplies, l'accord-cadre est transféré au nouveau Titulaire après notification par la CATP de son accord écrit.

L'accord-cadre est alors transféré au nouveau Titulaire qui l'exécute en son nom et pour son propre compte dans les conditions initiales du contrat.

La CATP peut refuser le transfert de l'accord-cadre par décision motivée adressée au Titulaire. Dans ce cas, l'accord-cadre initialement attribué au Titulaire souhaitant le céder est résilié de plein droit.

### 11.2 Modification de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre

Le Titulaire doit informer sans délai la CATP s'il entre dans un des cas suivants :

- Changement de raison sociale ou de domiciliation ;

- Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple transformation d'une SARL en SA).

La CATP notifie, par écrit, au Titulaire la prise en compte du changement après réception de l'ensemble des informations.

### 11.3 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à la CATP à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que cette transmission soit conditionnée par une demande expresse de la CATP, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de non-présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure peut être envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

### 11.4 Assurances

Le Titulaire est tenu de justifier qu'il est couvert par des contrats d'assurances, à jour de primes, garantissant la CATP, les Bénéficiaires et les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des Prestations ou les modalités de leur exécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1241 du Code civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance des Prestations. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CATP et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 12 : RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS, la CATP se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation, et sans indemnité, notamment dans les cas suivants :

- En cas de manquement grave et/ou de manquements répétés aux clauses du présent accord-cadre par le Titulaire ;
- En cas d'évolution réglementaire ou technique nécessitant de passer un nouvel accord-cadre ;
- Avec l'accord écrit des Parties.

La CATP procède à une mise en demeure préalable à la résiliation de l'accord-cadre à l'exception de la troisième hypothèse.

En cas de résiliation aux torts du Titulaire, la CATP se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Après résiliation, elle se réserve la possibilité de procéder au lancement d'un nouvel accord-cadre.

### **ARTICLE 13 : COMMUNICATION ET PROMOTION DE L'ACCORD-CADRE**

Toute opération de communication effectuée par le Titulaire impliquant la CATP ou ses Bénéficiaires et relative au présent accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit de la CATP et de ses Bénéficiaires le cas échéant.

Les opérations de communication effectuées par le Titulaire s'inscrivent dans son budget annuel destiné à la promotion du référencement de l'accord-cadre de la CATP. Le Titulaire s'engage au respect de ses actions telles qu'indiquées dans son offre technique.

Le Titulaire s'engage également à promouvoir auprès de sa clientèle actuelle et de sa clientèle future les Prestations référencées.

La CATP veille au respect des engagements du Titulaire. Elle peut le solliciter à tout moment sur les actions de communication et de promotion mises en œuvre.

Comme supports matériels commerciaux, le Titulaire réalise et met à la disposition de la CATP (en format PDF pour les documents papier, au format JPEG haute définition pour les photos et mp4 pour les vidéos ou motion design) et de chaque Bénéficiaire intéressé :

- Des photos ou captures d'écrans et logos en haute définition permettant la présentation commerciale du système et du Titulaire ;
- Une synthèse de cette présentation en recto verso A4 ;
- Un contenu correspondant au périmètre de l'offre référencée par la CATP sur son site Internet ;
- Une vidéo de présentation ou de démonstration ou une animation de type motion design sur la Prestation d'une durée maximale de 2 minutes.

### **ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Le personnel du Titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de la CATP et de ses Adhérents.

Le Titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats des traitements, sans l'autorisation expresse de la CATP.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés par la CATP ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le Titulaire sont traités avec la plus stricte confidentialité.

### **ARTICLE 15 : OBLIGATION DE CONSEIL DU TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE**

Le Titulaire est tenu d'une obligation de conseil et de renseignement à l'égard de la CATP ainsi que l'Adhérent.

A ce titre, il l'avise de toutes modifications législatives, réglementaires ou technologiques et plus généralement de tous éléments susceptibles d'affecter les conditions d'exécution du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 16 : CONDITIONS GENERALES DE VENTE DU TITULAIRE**

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans le cas où le Titulaire de l'accord-cadre introduirait dans les documents de la consultation d'un marché subséquent des clauses restrictives, même imposées par lui habituellement à sa clientèle, soit par l'utilisation d'imprimés particuliers, soit de toute autre manière, il est formellement convenu que ces clauses sont nulles et sans valeur au regard du marché subséquent, sauf accord exprès de la CATP.

## **ARTICLE 17 : DISPOSITIONS APPLICABLES**

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CATP et le Titulaire de l'accord-cadre ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre, ainsi que tous les documents sont rédigés en français.

La monnaie de compte du marché est l'Euro (€).

De façon générale, toutes les normes françaises et européennes sont applicables à l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

## **ARTICLE 18 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE**

Au cas où des difficultés surviendraient dans l'interprétation ou dans l'exécution des clauses du présent accord-cadre et des marchés subséquents, les parties prennent l'engagement de s'efforcer de les régler à l'amiable.

Au cas où elles n'y parviendraient pas, les cours et tribunaux compétents en cas de contentieux sont ceux dont relève le pouvoir adjudicateur et ce, même en cas d'appel en garantie, d'intervention forcée, de demande incidente ou de pluralités de défendeurs.

## **ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG – FCS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, les dérogations au CCAG-FCS sont précisées dans les articles du présent CCAP, elles ne font pas l'objet d'une liste récapitulative.

**SARL BE GREEN**

55, Rue Tabuteau  
78530 BUC CEDEX  
Tél.: 01 85 36 36 36  
Siret 524 199 650 00036



# Accord-cadre relatif à la location de véhicules électriques et hydrogènes

## ACTE D'ENGAGEMENT

### A - Objet de la consultation et de l'acte d'engagement

#### ■ Objet de la consultation :

La présente consultation, lancée par la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) agissant sur le fondement de l'article L2113-2.1° du Code de la commande publique, a pour objet la passation d'un marché pour la location de véhicules électriques et hydrogènes.

#### ■ Code CPV :

- 60170000-0 Locations de véhicules de transport de personnes

#### ■ L'engagement du candidat correspond à (à compléter) :

- ☒ Lot 1 : Location de minicars électriques
- ☒ Lot 2 : Location de minibus électriques
- ☒ Lot 3 : Location de midibus électriques
- ☒ Lot 4 : Location de bus électriques
- ☒ Lot 5 : Location de cars électriques
- ☒ Lot 6 : Location de bus hydrogènes
- ☒ Lot 7 : Location de minibus hydrogènes

### B - Engagement du titulaire ou du groupement titulaire

#### B1 - Identification et engagement du titulaire ou du groupement titulaire :

(Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre suivantes :

- ☒ Le présent acte d'engagement
- ☒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- ☒ Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- ☒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (dénommé ci-après le « CCAG-FCS »).

et conformément à leurs clauses,

- ☒ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☒ engage la société BE GREEN sur la base de son offre ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

**BE GREEN**

**SARL**

**55 Rue Tabuteau**

**78530 BUC**

E.mail : [contact@b-e-green.com](mailto:contact@b-e-green.com)

Tél : 01 85 36 36 36

SIRET : 524 199 650 00036

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

*[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]*

**B2 – Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :**

*(en cas de groupement d'opérateurs économiques.)*

Pour l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, le groupement d'opérateurs économiques est :

*(Cocher la case correspondante.)*

☐ conjoint

OU

☐ solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)*

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

**B3 - Compte (s) à créditer :**

(Joindre un ou des BIC/IBAN)

■ Nom de l'établissement bancaire :

CAISSE D'EPARGNE

■ Numéro de compte : 08000281326

**B4 - Avance (article R. 2191-3 ou article R. 2391-1 du code de la commande publique) :**

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ NON ☒ OUI  
(Cocher la case correspondante.)

**B5 - Durée d'exécution des lots**

La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 4 ans (4) ans, sous réserve des dispositions de l'article 1.4 du CCAP.

Le marché public est reconductible : ☐ NON ☒ OUI

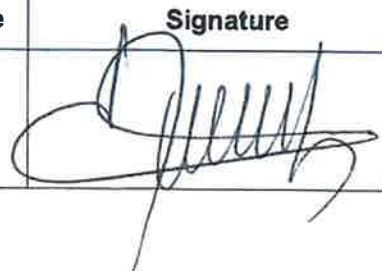
Si oui, préciser :

- Nombre des reconductions : 2
- Durée des reconductions : 1 an

**B6 - Délai de validité de l'offre :**

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

**C - Signature de l'offre par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement.**
**C1 - Signature de l'accord-cadre par le titulaire individuel :**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
MIGNUCCI Patrick Gérant Fondateur	A Buc, le 26 Mai 2023	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**C2 - Signature de l'accord-cadre en cas de groupement :**

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R. 2142-23 ou article R. 2342-12 du code de la commande publique) :  
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :  
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :  
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

- ☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre ;  
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)
- ☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :  
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ou de l'accord-cadre ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :  
(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## D - Décision du pouvoir adjudicateur

**Agir Transport sous sa dénomination commerciale**  
**Centrale d'Achat du Transport Public**

23 rue Daviel

75013 PARIS

01.53.68.04.24

01.53.68.04.15

[www.catp.fr](http://www.catp.fr)

SIRET 539 537 8812 000 35

Notifie les presents lots



- Lot 1 : Location de minicars électriques**
- Lot 2 : Location de minibus électriques**
- Lot 3 : Location de midibus électriques**
- Lot 4 : Location de bus électriques**
- Lot 5 : Location de cars électriques**
- Lot 6 : Location de bus hydrogènes**
- Lot 7 : Location de minibus hydrogènes**

A : ..... , le .....

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur)  
Signature à signer  
(accord-cadre)

**ARNAUD**  
**RABIER**  
**ID**

Signature numérique de  
ARNAUD RABIER  
ID

Date : 2023.07.03  
15:56:27 +02'00'



Accord-cadre 2023-14 - Location de véhicules électriques et hydrogènes  
CCTP - LOT n°2 : Minibus électriques

Nom du candidat : BE GREEN

Date et signature par la personne habilitée à engager le candidat :

SARL BE GREEN  
81, Rue Tardieu  
75110 Paris Cedex 12  
Siret 156 170 856 0004

Le 26 Mai 2023, Patrick MIGNUCCI, Gérant Fondateur

## Caractéristiques techniques minimales des véhicules

N°	Minibus électriques	Pondération	Précisions apportées par la CATP	Précisions apportées par le candidat								Moyenne technique
Indiquer le nombre de véhicules par gamme.				Atlas Novus Cityline	Karsan e-Jest	Busbus 6m (IT3)	Otokar e-Centro C					
Engagement général du constructeur			20									
10	Le véhicule doit répondre aux normes et à la réglementation en vigueur à la date de la livraison			Nous disposons d'un atelier dédié à l'entretien des véhicules électriques. L'expertise de notre équipe sur les véhicules électriques et leur connaissance précise de chacun de nos modèles est à souligner. Chaque véhicule est soumis au plan de maintenance constructeur. La périodicité des interventions est définie selon les préconisations du constructeur et scrupuleusement respectée par nos équipes techniques en atelier. Une maintenance préventive est également assurée. Le référent technique contrôle les pneumatiques et l'accastillage des véhicules selon une périodicité respective hebdomadaire et mensuelle : Entretien et signalétique : Contrôle quotidien effectué Pneumatiques : Contrôle hebdomadaire Accastillage et intérieur du véhicule : Contrôle mensuel Climatisation : Contrôle quotidien du conducteur / Contrôle annuel réalisé par le constructeur Entretien chauffage : Contrôle annuel afin d'assurer le bon fonctionnement du chauffage. Cet entretien est réalisé en interne pour les interventions de niveau 1 (changement des filtres), il est complété par l'intervention d'un organisme agréé BVA ou par le constructeur pour les interventions de niveau 2 Tous les véhicules sont en conformité et sont soumis aux passages aux mines 2 fois par an comme le prévoit la réglementation. La programmation des contrôles techniques obligatoires est gérée par notre atelier grâce à notre logiciel professionnel. La fiche de chaque véhicule est enregistrée avec la dernière date de passage aux mines, l'historique des interventions réalisées, etc. Une alerte est envoyée pour chaque prochaine visite permettant à l'atelier d'immobiliser le véhicule pour la période de préparation au contrôle technique + visite contrôle technique. Les visites techniques sont obligatoires pour tous les véhicules de transport en commun avec une validité maximum de 6 mois, valant ou non le cas échéant l'autorisation de circuler. Un contrôle des freins de vitesse et des extincteurs est réalisé chaque année (période précisée sur l'appareil). Outre le contrôle de conformité des équipements, le contrôle technique valide également tous les organes de sécurité : éclairage, direction, suspension, issues de secours, ceintures de sécurité, freinage sur banc, fonctionnement ABS, état des pneumatiques. Chaque véhicule loué est immobilisé en amont pour une préparation atelier complète avant livraison au client.								
11	Le matériel proposé par le fournisseur répond à la Directive Européenne 2001/85/CE			Les véhicules proposés disposent tous d'un certificat de conformité (COC) et sont conformes à la directive européenne. Tous nos véhicules disposent des assurances nécessaires pour leur mise en location. Nous disposons d'une veille législative et réglementaire du droit français et européen, en lien avec les constructeurs, nous permettant de faire évoluer nos procédures et l'équipement de nos matériels en conséquence.								
12	L'environnement général du véhicule devra répondre aux normes de bruit en vigueur			Chaque véhicule dispose du procès verbal de l'UTAC attestant de la conformité des véhicules en matière d'environnement général, et notamment en termes de niveau sonore.								
13	Les sièges passagers doivent répondre aux normes et à la réglementation en vigueur			Les véhicules proposés disposent tous d'un certificat de conformité (COC). Les sièges passagers sont ancrés solidement au véhicule, conformément aux dispositions du constructeur. Nous disposons également d'un stock de pièces nous permettant d'intervenir dans les meilleurs délais auprès d'un siège qui serait défectueux. Ces véhicules étant des minibus urbains, les sièges passagers ne sont pas dotés de ceintures de sécurité.								
14	Nombre de véhicules proposés			1	11	2	2					9,94
15	Autre moyen des véhicules			0,1	2,35	0,1	0,1					1,05
Caractéristiques générales			5									
20	Capacité totale du véhicule		24 places totales environ	22	32	35	32					24,58
21	Longueur hors tout		6,50 mètres environ	7,38	5,85	5,94	6,60					
22	Largeur hors tout		2,20 mètres environ	2,02	2,10	2,20	2,24					
Caractéristiques mécaniques												
30	Châssis avec traitement anticorrosion			Traitement par produit bitumineux / par traitement cathodique et anti-gravillonnage/ traitement 05452 ACRIFUR RAL 9005 (base) ; 29355 HARDENER (catalyseur) ; 00824 TRÉNNER (diluants).								
31	Direction assistée			Tous les véhicules disposent de la direction assistée.								
32	Système de freinage conforme au plan européen (ABS, ASR...)			ABS et ASR présents sur tous les véhicules								
Batteries et Système électrique			15									
40	Batteries		Fournies avec les véhicules. Les batteries doivent être fonctionnelles pendant toute la durée de la location	Toutes les batteries des véhicules sont entretenues par les constructeurs de chaque véhicule. Le type de batterie est différent selon la gamme de véhicule : - Novus Cityline : pack batterie NMC de 115 kWh - Jest : 2 batteries Li-Ion 360 V pour 68 kWh total - Busbus IT3 : 3 batteries tout-solide Lithium Métal Polymère pour 126 kWh - e-Centro C : 2 batteries de 55 kWh, soit 110 kWh au total								
41	Autonomie des batteries		Le candidat ne peut proposer que des véhicules dont l'autonomie est supérieure à 100km	270	170	200	160					178,75
42	Système de rechargement externe		Préciser le système Préciser s'il est nécessaire d'avoir un local spécifique pour entreposer, charger les batteries des véhicules. Dans ce cas, fournir les normes et réglementations nécessaires. Préciser la méthode d'installation Préciser les différents contrôles effectués avant l'installation	Pour l'ensemble des gammes, un endroit de stationnement et de recharge sécurisé est nécessaire. Il n'est pas nécessaire de prévoir une ventilation spécifique. Les véhicules doivent être stationnés et rechargés en extérieur de préférence. Les systèmes de recharge sont similaires pour toutes les gammes ; une wall-box est nécessaire avec une alimentation en 400 V - 32 A. Les véhicules sont fournis avec leur borne de recharge individuelle. Avant l'installation d'une wall-box, il est impératif de vérifier le câblage des éléments de sécurité électrique : disjoncteur différentiel et section des câbles. Une assistance technique pourra compléter les besoins si nécessaire.								
43	Durée de charge		Etat de charge initiale (20%) Préciser la durée de charge moyenne à : 20-80% 20-100%	240	240	240	240					240
Accès				260	260	260	260					260
50	Porte passagers commandée depuis le poste de conduite		Signal sonore à l'ouverture/fermeture des portes	Bouton présent sur le tableau de bord. Signal à l'ouverture/fermeture des portes sur tous les véhicules.								
51	Système de sécurité des portes		Un système de sécurité est présent sur le véhicule	Portes à bord sensibles, système anti-piégement / Conforme à la réglementation ECE 107								
52	Dispositif d'embarquement UFR manuel ou électrique		Une rampe est présente dans le véhicule	Rampe UFR présente pour toutes les gammes, manuelle ou électrique selon les modèles et options retenues								
Ventilation / Chauffage												
60	Chauffage du poste de conduite et des voyageurs		Un système de chauffage est présent	Oui pour tous les véhicules.								
61	Système de désembuage du pare-brise		Fonction désembuage indépendante de la fonction chauffage	Oui pour tous les véhicules avec un système de ventilation dédié								
62	Climatisation conducteur		Un système de climatisation conducteur est présent	Oui pour tous les véhicules								
63	Climatisation passager		Un système de climatisation passager est présent	Oui pour tous les véhicules.								

Accord-cadre 2023-14 - Location de véhicules électriques et hydrogènes			
CCTP - LOT n°2 : Minibus électriques			
Nom du candidat : BE GREEN		SARL BE GREEN 51, Rue Fénichel 91120 Goussier SIREN 812 246 696	
Date et signature par la personne habilitée à engager le candidat :			
<b>Poste de conduite</b>			
70	Siège conducteur	Il est doté d'un appui tête, d'un réglage en hauteur ainsi que d'une assise rotative	Oui pour tous les véhicules, avec des sièges pneumatiques à réglages multiples.
71	Pare-soleil frontal et latéral		Tous les véhicules disposent d'un pare-soleil frontal et latéral.
72	Rétroviseurs latéraux escamotable		Tous les véhicules disposent de rétroviseurs escamotables. Ceux-ci peuvent être réglés électriquement et certaines gammes disposent d'une fonction dégivrage électrique.
<b>Aménagements voyageurs</b>			
80	Tissus sièges passagers de qualité standard type urbain		Tissu velours pour tous les véhicules, conformes aux normes exigées.
81	Roulement de sol bonne résistance, anti dérapant, levable et sans relief		Les revêtements de sol des véhicules sont conçus pour un usage intensif et anti-dérapants. Ceux-ci sont lavables et sans relief. Selon les gammes, leur apparence peut être grise ou imitation parquet.
82	Eclairage de l'habitacle	Commandé au poste de conduite	L'éclairage intérieur est commandé depuis le tableau de bord du conducteur via un bouton. L'éclairage de l'habitacle est divisé en deux : poste de conduite et partie passager, chacun indépendant l'un de l'autre.
<b>Carrosserie</b>			
90	UVitres sont teintés suivant réglementation en vigueur		Vitres thermiques teintées selon norme en vigueur.
<b>Divers</b>			
100	Roue de secours	Fournie avec le véhicule	Roue de secours fournie avec les véhicules

**2023-14 - L3 - Location de Minibus Electrique**  
DQE Bénéficiaire

Référence	Minibus	Prix unitaire HT	Quantité	Prix Total HT	TVA	Prix Total TTC
	Prix forfaitaire de la location du véhicule pour une semaine					
2023-14L2-01	Altas Novus Cityline	6 462,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-02	Karsan Jest	7 377,78 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-03	Bluebus IT3	7 624,31 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-04	Otokar	7 388,54 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 1 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-05	Altas Novus Cityline	6 462,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-06	Karsan Jest	7 377,78 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-07	Bluebus IT3	7 624,31 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-08	Otokar - e-Centro C	7 388,54 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 2 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-09	Altas Novus Cityline	6 462,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-10	Karsan Jest	7 377,78 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-11	Bluebus IT3	7 624,31 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-12	Otokar - e-Centro C	7 388,54 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 3 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-13	Altas Novus Cityline	6 462,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-14	Karsan Jest	7 377,78 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-15	Bluebus IT3	7 624,31 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-16	Otokar - e-Centro C	7 388,54 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 4 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-17	Altas Novus Cityline	6 249,43 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-18	Karsan Jest	7 164,24 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-19	Bluebus IT3	7 410,76 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-20	Otokar - e-Centro C	7 175,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 5 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-21	Altas Novus Cityline	6 121,30 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-22	Karsan Jest	7 036,11 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-23	Bluebus IT3	7 282,64 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-24	Otokar - e-Centro C	7 046,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 6 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-25	Altas Novus Cityline	6 035,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-26	Karsan Jest	6 950,70 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-27	Bluebus IT3	7 197,22 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-28	Otokar - e-Centro C	6 961,46 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 7 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-29	Altas Novus Cityline	5 974,87 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-30	Karsan Jest	6 889,68 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-31	Bluebus IT3	7 136,21 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-32	Otokar - e-Centro C	6 900,45 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 8 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-33	Altas Novus Cityline	5 929,11 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-34	Karsan Jest	6 843,93 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-35	Bluebus IT3	7 090,45 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-36	Otokar - e-Centro C	6 854,69 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 9 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-36	Altas Novus Cityline	5 893,52 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-37	Karsan Jest	6 808,33 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-38	Bluebus IT3	7 054,86 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-39	Otokar - e-Centro C	6 819,10 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 10 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-40	Altas Novus Cityline	5 865,05 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-41	Karsan Jest	6 779,86 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-42	Bluebus IT3	7 026,39 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-43	Otokar - e-Centro C	6 790,63 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 11 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-43	Altas Novus Cityline	5 841,75 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-44	Karsan Jest	6 756,57 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-45	Bluebus IT3	7 003,09 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-46	Otokar - e-Centro C	6 767,33 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 12 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-47	Altas Novus Cityline	5 822,34 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-48	Karsan Jest	6 737,15 €	1	6 737,15 €	1 347,43 €	8 084,59 €
2023-14L2-49	Bluebus IT3	6 983,68 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-50	Otokar - e-Centro C	6 747,92 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 13 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-51	Altas Novus Cityline	5 805,92 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-52	Karsan Jest	6 720,73 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-53	Bluebus IT3	6 967,26 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-54	Otokar - e-Centro C	6 731,49 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 14 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-55	Altas Novus Cityline	5 791,84 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-56	Karsan Jest	6 706,65 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-57	Bluebus IT3	6 953,18 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-58	Otokar - e-Centro C	6 717,41 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 15 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-59	Altas Novus Cityline	5 779,63 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-60	Karsan Jest	6 694,45 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-61	Bluebus IT3	6 940,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €

2023-14L2-62	Otokar - e-Centro C	6 705,21 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 16 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-63	Altas Novus Cityline	5 768,96 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-64	Karsan Jest	6 683,77 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-65	Bluebus IT3	6 930,30 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-66	Otokar - e-Centro C	6 694,53 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 17 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-67	Altas Novus Cityline	5 759,54 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-68	Karsan Jest	6 674,35 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-69	Bluebus IT3	6 920,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-70	Otokar - e-Centro C	6 685,11 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 18 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-71	Altas Novus Cityline	5 751,16 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-72	Karsan Jest	6 665,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-73	Bluebus IT3	6 912,50 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-74	Otokar - e-Centro C	6 676,74 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 19 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-75	Altas Novus Cityline	5 743,67 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-76	Karsan Jest	6 658,48 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-77	Bluebus IT3	6 905,01 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-78	Otokar - e-Centro C	6 669,24 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 20 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-79	Altas Novus Cityline	5 736,93 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-80	Karsan Jest	6 651,74 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-81	Bluebus IT3	6 898,26 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-82	Otokar - e-Centro C	6 662,50 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 21 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-83	Altas Novus Cityline	5 730,82 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-84	Karsan Jest	6 645,64 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-85	Bluebus IT3	6 892,16 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-86	Otokar - e-Centro C	6 656,40 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 22 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-87	Altas Novus Cityline	5 725,28 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-88	Karsan Jest	6 640,09 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-89	Bluebus IT3	6 886,62 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-90	Otokar - e-Centro C	6 650,85 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 23 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-91	Altas Novus Cityline	5 720,21 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-92	Karsan Jest	6 635,03 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-93	Bluebus IT3	6 881,55 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-94	Otokar - e-Centro C	6 645,79 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 24 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-95	Altas Novus Cityline	5 715,57 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-96	Karsan Jest	6 630,38 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-97	Bluebus IT3	6 876,91 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-98	Otokar - e-Centro C	6 641,15 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 25 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-99	Altas Novus Cityline	5 711,30 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-100	Karsan Jest	6 626,11 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-101	Bluebus IT3	6 872,64 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-102	Otokar - e-Centro C	6 636,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 26 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-103	Altas Novus Cityline	5 707,36 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-104	Karsan Jest	6 622,17 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-105	Bluebus IT3	6 868,70 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-106	Otokar - e-Centro C	6 632,93 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 27 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-107	Altas Novus Cityline	5 703,71 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-108	Karsan Jest	6 618,52 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-109	Bluebus IT3	6 865,05 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-110	Otokar - e-Centro C	6 629,28 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 28 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-111	Altas Novus Cityline	5 700,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-112	Karsan Jest	6 615,13 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-113	Bluebus IT3	6 861,66 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-114	Otokar - e-Centro C	6 625,89 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 29 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-115	Altas Novus Cityline	5 697,16 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-116	Karsan Jest	6 611,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-117	Bluebus IT3	6 858,50 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-118	Otokar - e-Centro C	6 622,74 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 30 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-119	Altas Novus Cityline	5 694,22 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-120	Karsan Jest	6 609,03 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-121	Bluebus IT3	6 855,56 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-122	Otokar - e-Centro C	6 619,79 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 31 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-123	Altas Novus Cityline	5 691,46 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-124	Karsan Jest	6 606,27 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-125	Bluebus IT3	6 852,80 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-126	Otokar - e-Centro C	6 617,04 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 32 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-127	Altas Novus Cityline	5 688,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-128	Karsan Jest	6 603,69 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €

2023-14L2-129	Bluebus IT3	6 850,22 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-130	Otokar - e-Centro C	6 614,45 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 33 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-131	Altas Novus Cityline	5 686,45 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-132	Karsan Jest	6 601,26 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-133	Bluebus IT3	6 847,79 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-134	Otokar - e-Centro C	6 612,03 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 34 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-135	Altas Novus Cityline	5 684,17 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-136	Karsan Jest	6 598,98 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-137	Bluebus IT3	6 845,51 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-138	Otokar - e-Centro C	6 609,74 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 35 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-139	Altas Novus Cityline	5 682,01 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-140	Karsan Jest	6 596,83 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-141	Bluebus IT3	6 843,35 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-142	Otokar - e-Centro C	6 607,59 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 36 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-143	Altas Novus Cityline	5 679,98 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-144	Karsan Jest	6 594,79 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-145	Bluebus IT3	6 841,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-146	Otokar - e-Centro C	6 605,56 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 37 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-147	Altas Novus Cityline	5 678,06 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-148	Karsan Jest	6 592,87 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-149	Bluebus IT3	6 839,40 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-150	Otokar - e-Centro C	6 603,63 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 38 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-151	Altas Novus Cityline	5 676,23 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-152	Karsan Jest	6 591,05 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-153	Bluebus IT3	6 837,57 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-154	Otokar - e-Centro C	6 601,81 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 39 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-155	Altas Novus Cityline	5 674,51 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-156	Karsan Jest	6 589,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-157	Bluebus IT3	6 835,84 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-158	Otokar - e-Centro C	6 600,08 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 40 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-159	Altas Novus Cityline	5 672,86 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-160	Karsan Jest	6 587,68 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-161	Bluebus IT3	6 834,20 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-162	Otokar - e-Centro C	6 598,44 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 41 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-163	Altas Novus Cityline	5 671,30 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-164	Karsan Jest	6 586,11 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-165	Bluebus IT3	6 832,64 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-166	Otokar - e-Centro C	6 596,88 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 42 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-167	Altas Novus Cityline	5 669,81 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-168	Karsan Jest	6 584,62 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-169	Bluebus IT3	6 831,15 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-170	Otokar - e-Centro C	6 595,39 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 43 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-171	Altas Novus Cityline	5 668,39 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-172	Karsan Jest	6 583,21 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-173	Bluebus IT3	6 829,73 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-174	Otokar - e-Centro C	6 593,97 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 44 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-175	Altas Novus Cityline	5 667,04 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-176	Karsan Jest	6 581,85 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-177	Bluebus IT3	6 828,38 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-178	Otokar - e-Centro C	6 592,61 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 45 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-179	Altas Novus Cityline	5 665,74 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-180	Karsan Jest	6 580,56 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-181	Bluebus IT3	6 827,08 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-182	Otokar - e-Centro C	6 591,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 46 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-183	Altas Novus Cityline	5 664,51 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-184	Karsan Jest	6 579,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-185	Bluebus IT3	6 825,85 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-186	Otokar - e-Centro C	6 590,08 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 47 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-187	Altas Novus Cityline	5 663,32 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-188	Karsan Jest	6 578,13 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-189	Bluebus IT3	6 824,66 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-190	Otokar - e-Centro C	6 588,90 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Prix forfaitaire/mois de la location du véhicule pour 48 mois			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-191	Altas Novus Cityline	5 662,19 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-192	Karsan Jest	6 577,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-193	Bluebus IT3	6 823,53 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-194	Otokar - e-Centro C	6 587,76 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Kilométrage mensuel inclus dans votre offre			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-226	Altas Novus Cityline	2400	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €

2023-14L2-227	Karsan Jest	2400	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-228	Bluebus IT3	2400	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-229	Otokar - e-Centro C	2400	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Coût au kilomètre excédentaire			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-229	Altas Novus Cityline	1,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-230	Karsan Jest	1,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-231	Bluebus IT3	1,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-232	Otokar - e-Centro C	1,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL avant remise				6 737,15 €	1 347,43 €	8 084,59 €
Remise commerciale				- €	- €	- €
TOTAL				6 737,15 €	1 347,43 €	8 084,59 €

FRAIS DE CONVOYAGE						
Référence	Midibus	Prix unitaire HT	Quantité	Prix Total HT	TVA	Prix Total TTC
	Frais de convoyage pour 1km à 100 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-195	Altas Novus Cityline	984,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-196	Karsan Jest	984,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-197	Bluebus IT3	984,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-198	Otokar - e-Centro C	984,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 101km à 200 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-199	Altas Novus Cityline	1 968,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-200	Karsan Jest	1 968,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-201	Bluebus IT3	1 968,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-202	Otokar - e-Centro C	1 968,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 201km à 300 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-203	Altas Novus Cityline	2 952,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-204	Karsan Jest	2 952,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-205	Bluebus IT3	2 952,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-206	Otokar - e-Centro C	2 952,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 301km à 400 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-207	Altas Novus Cityline	3 936,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-208	Karsan Jest	3 936,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-209	Bluebus IT3	3 936,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-210	Otokar - e-Centro C	3 936,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 401km à 500 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-211	Altas Novus Cityline	4 920,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-212	Karsan Jest	4 920,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-213	Bluebus IT3	4 920,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-214	Otokar - e-Centro C	4 920,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 501km à 600 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-215	Altas Novus Cityline	5 904,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-216	Karsan Jest	5 904,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-217	Bluebus IT3	5 904,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-218	Otokar - e-Centro C	5 904,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 601km à 700 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-219	Altas Novus Cityline	6 888,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-220	Karsan Jest	6 888,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-221	Bluebus IT3	6 888,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-222	Otokar - e-Centro C	6 888,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Frais de convoyage pour 701km à 800 km (*)			0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-223	Altas Novus Cityline	7 872,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-224	Karsan Jest	7 872,00 €	1	7 872,00 €	1 574,40 €	9 446,40 €
2023-14L2-225	Bluebus IT3	7 872,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
2023-14L2-226	Otokar - e-Centro C	7 872,00 €	0	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL avant remise				7 872,00 €	1 574,40 €	9 446,40 €
Remise commerciale				787,20 €	157,44 €	944,64 €
TOTAL				7 084,80 €	1 416,96 €	8 501,76 €

